

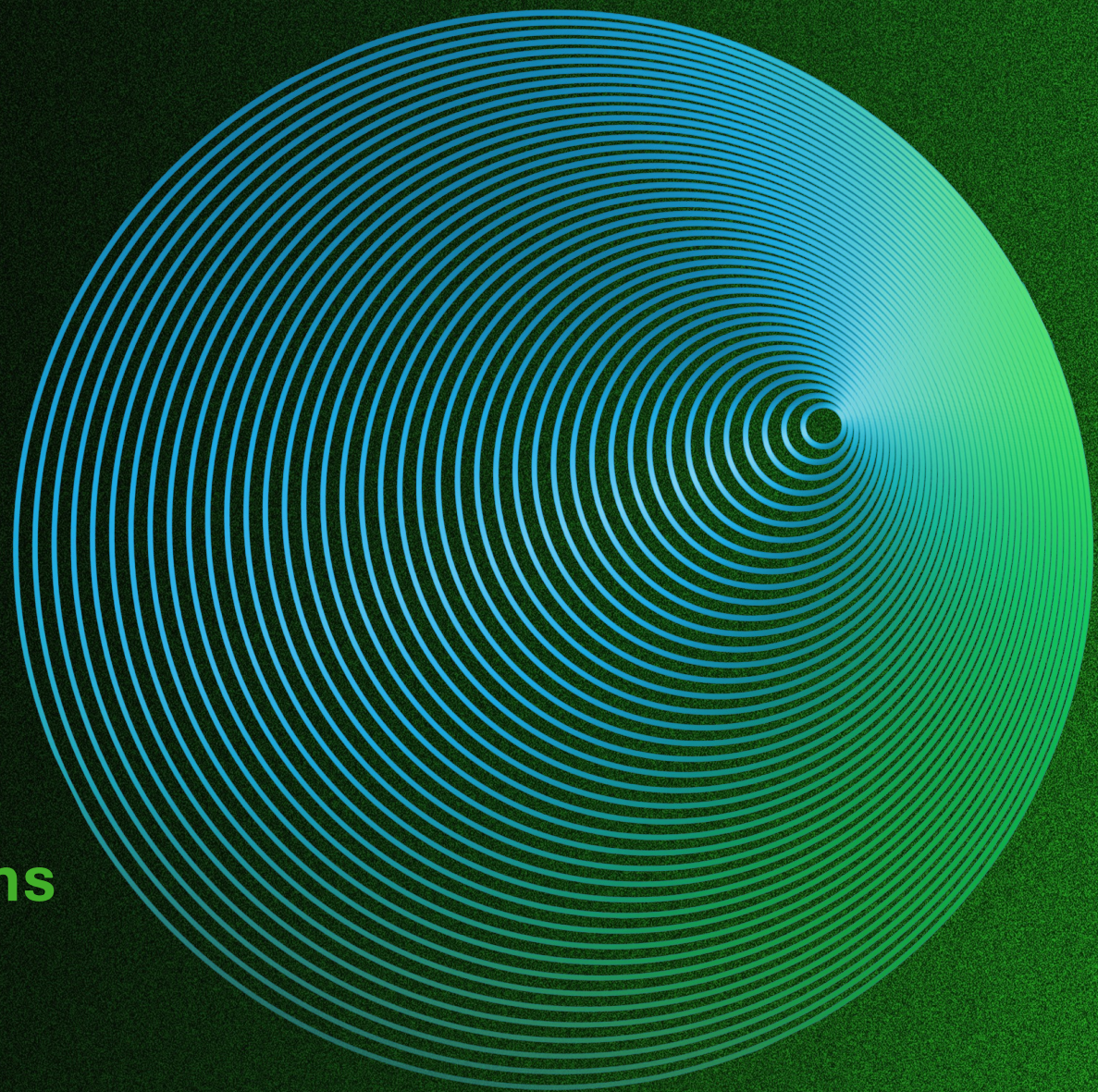
Deloitte.

Ensemble vers le progrès

Le renouveau avant les résolutions

Stimuler l'élan économique en 2026

Perspectives économiques | Numéro d'hiver



Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

La faible croissance que l'on observe aujourd'hui au Canada crée un élan pour la prospérité de demain

Quelle différence une année peut faire. En effet, 2025 entrera dans l'histoire comme une année de perturbations majeures et de très grande incertitude politique. Heureusement, les craintes de fort ralentissement de l'activité économique mondiale se sont avérées non fondées, et la possibilité d'une récession au Canada ne s'est pas concrétisée. En fin de compte, la révision à la baisse des prévisions du PIB mondial a été relativement minime, et le taux de croissance économique du Canada a été à peine inférieur à celui de 2024. Mais sous la surface, la volatilité des échanges commerciaux a joué un plus grand rôle que d'habitude dans les données économiques canadiennes, occultant ainsi le fléchissement de la consommation et le recul des investissements d'affaires.

Cette année, un virage s'annonce pour l'économie canadienne, avec des gouvernements qui tentent de déployer des politiques afin de rendre le climat d'investissement plus favorable. De l'amélioration des infrastructures à l'élimination des barrières commerciales intérieures, en passant par la réduction des obstacles réglementaires, le Canada entreprend une relance.

Il est irréaliste de s'attendre à ce que les gouvernements amorcent cette transition structurelle rapidement, alors l'économie demeurera sans doute en mode de faible croissance jusqu'à la fin de 2026. Il faudra d'abord restaurer la confiance des consommateurs et des entreprises. Une politique monétaire accommodante, où la Banque du Canada maintiendra le taux directeur à 2,25 % tout au long de l'année, aidera les ménages qui doivent refinancer leur prêt hypothécaire. On s'attend également à ce que les conditions de financement pour les entreprises demeurent propices et, à mesure que l'incertitude s'atténue, cela devrait favoriser les investissements.

La révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) en juillet 2026 sera une étape charnière. Le fait que les exportations canadiennes conformes à l'accord actuel ne sont pas assujetties aux droits de douane américains a joué un rôle clé pour empêcher un affaiblissement de l'économie canadienne. Si l'accord est modifié de manière à restreindre ou à éliminer cet accès aux États-Unis, les conséquences seront désastreuses; nous considérons qu'il s'agit d'un risque, mais ce n'est pas notre scénario de base.

Points saillants

- Après une année de très grande incertitude politique, nous faisons preuve d'un optimisme prudent quant à la création des conditions favorables au renforcement de la croissance économique d'ici la deuxième moitié de l'année.
- Au début de 2026, le commerce et les investissements sont les tendances économiques à surveiller.
- Dans le budget de 2025, le gouvernement fédéral a établi un plan pour stimuler des milliards de dollars d'investissements de la part du secteur privé. Les entreprises auront besoin de temps avant d'avoir confiance en cette nouvelle approche fédérale; aussi, l'un des aspects les plus importants à surveiller cette année sera la façon dont les investissements des entreprises se manifestent dans ce nouveau cadre opérationnel.
- Sur le plan commercial, l'économie canadienne se heurte toujours à d'importants droits de douane imposés à certains secteurs, ainsi qu'à la menace de droits supplémentaires. Cette année, la révision de l'ACEUM prévue en juillet retiendra particulièrement l'attention.
- Dans l'ensemble, la croissance devrait diminuer quelque peu par rapport à l'année dernière, car il faudra du temps avant que les retombées de l'assouplissement monétaire et de la politique budgétaire viennent stimuler l'économie.

Avant-propos de l'économiste en chef Dawn Desjardins

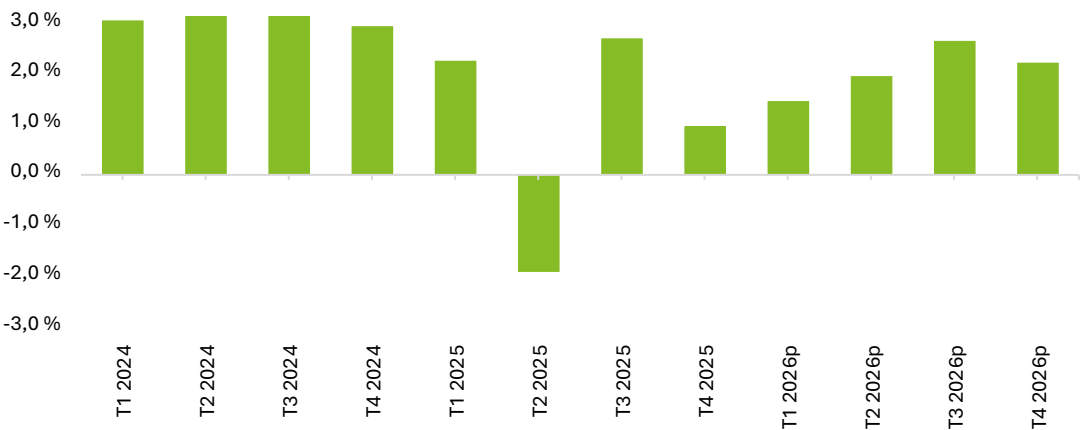
La reprise modeste du marché de l'habitation, la hausse des dépenses militaires et la stabilité de l'inflation contribuent à maintenir la croissance à flot à court terme

À court terme, les dépenses militaires et l'aide aux secteurs durement touchés par les droits de douane américains soutiendront en partie l'économie. Cependant, compte tenu du contexte incertain, les consommateurs tout comme les entreprises hésiteront à augmenter leurs dépenses de manière significative. Les conditions du marché du travail devraient demeurer stables, mais avec la baisse de l'immigration, les dépenses de consommation sont susceptibles d'être modérées par rapport aux dernières années. Par contre, le marché de l'habitation devrait commencer à se redresser, porté par des mesures gouvernementales favorisant la construction et par une meilleure accessibilité qui stimule les ventes. On s'attend à ce que les pressions inflationnistes correspondent à la cible de la Banque du Canada, ce qui permettra de maintenir une politique accommodante et contribuera également à l'intensification de l'activité sur le marché de l'habitation.

En considérant l'ensemble de ces facteurs, nous nous attendons à ce que l'économie canadienne ralentisse légèrement et atteigne un rythme de croissance de 1,5 %, après avoir affiché un gain de 1,7 % en 2025.

La faiblesse économique devrait se poursuivre en 2026

Variation du PIB en pourcentage, en fonction des dépenses



Sources : Statistique Canada. [Tableau 36-10-0104-01 Produit intérieur brut, en termes de dépenses, Canada, trimestriel](#); Deloitte. P = prévision



Perspectives économiques

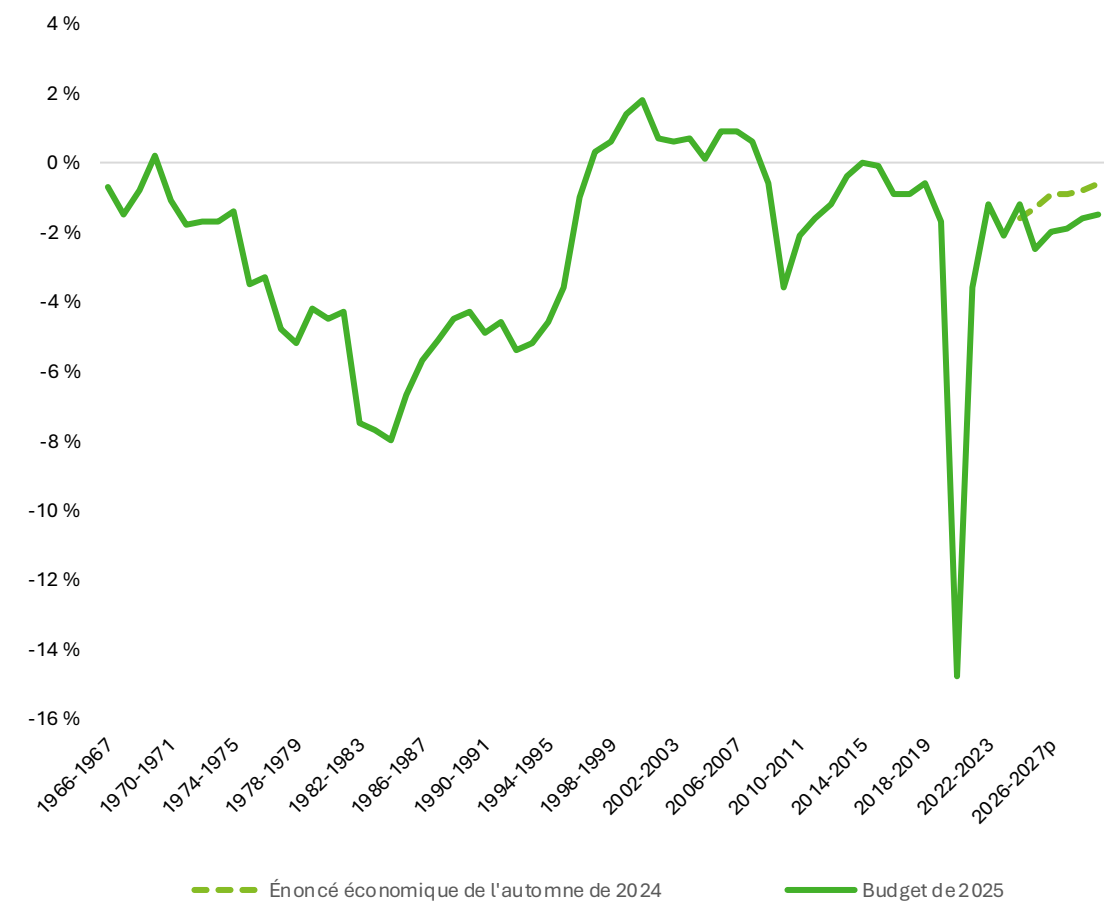
Politiques monétaire et budgétaire

Lorsque l'économie canadienne a émergé de la pandémie, les politiques monétaire et fiscale ont évolué dans des directions opposées. La Banque du Canada a pris des mesures pour ralentir la croissance afin de maîtriser l'inflation, tandis que le gouvernement fédéral a continué de soutenir les ménages après un brusque ralentissement en 2020. Nous nous attendons à ce que le gouvernement fédéral maintienne ses dépenses pour renforcer l'économie, et à ce que la Banque du Canada reste essentiellement à l'écart, en surveillant l'inflation.

Même si la dette fédérale va augmenter, tout comme les dépenses d'investissement, les risques d'inflation semblent plus faibles que lors de la période postpandémique en raison de la nature de ces dépenses. Pendant et après la pandémie, la politique budgétaire reposait largement sur les transferts aux ménages et l'expansion du secteur public pour stimuler la croissance. Aujourd'hui l'objectif est d'investir : directement et en attirant des capitaux privés. Il importe de faire cette distinction, car les investissements augmentent le potentiel de production en favorisant une croissance plus rapide sans alimenter l'inflation. À court terme, les dépenses publiques devraient fournir une aide modeste, mais le vrai critère est de savoir si le gouvernement parviendra à obtenir des investissements du secteur privé. Ce soutien fiscal accru sera en partie financé par la hausse des déficits, qui sont en voie de représenter une plus grande part de l'économie par rapport au dernier Énoncé économique de l'automne.

Sur le plan de la politique monétaire, tout porte à croire que la Banque du Canada a mis fin à son cycle d'assouplissement. Le taux de financement à un jour se situe à la limite inférieure de la plage neutre – ni incitative ni restrictive –, et l'inflation correspond aux objectifs, quoique l'inflation de base demeure près de la limite maximum. Une faible croissance étant attendue, une poussée inflationniste nécessitant des hausses de taux est peu probable.

Le gouvernement fédéral prévoit des déficits plus importants au cours des prochaines années
(excédent ou déficit budgétaire [-] en pourcentage du PIB)



Source de données : ministère des Finances. Tableaux de référence financiers de 2024; budget de 2025.

Perspectives économiques

Marchés du travail et dépenses des ménages

L'emploi a diminué au troisième trimestre de 2025. Cependant, la croissance des emplois a repris en octobre et en novembre; aussi, nous prévoyons une hausse de l'emploi au dernier trimestre de 2025, ce qui devrait compenser les pertes antérieures. Au cours de la première moitié de 2026, la croissance de l'emploi est susceptible de ralentir, alors que les secteurs de production de biens et des services font face à une diminution de la demande. Des données récentes de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) mettent en évidence les baisses liées aux droits de douane dans le secteur de la fabrication, et de récentes annonces laissent présager d'autres pertes d'emploi dans ce secteur¹.

Malgré des intentions d'embauche modérées, le taux de chômage devrait continuer de reculer après avoir grimpé à 7,1 % en août et en septembre 2025. La croissance de l'offre de main-d'œuvre demeurera extrêmement limitée par la réduction du nombre de résidents non permanents et la réduction des cibles d'admission de résidents permanents. Comme l'offre de main-d'œuvre augmente plus lentement que la demande, le taux de chômage devrait connaître un mouvement à la baisse. La faiblesse du marché du travail empêchera la croissance des salaires d'accélérer cette année.

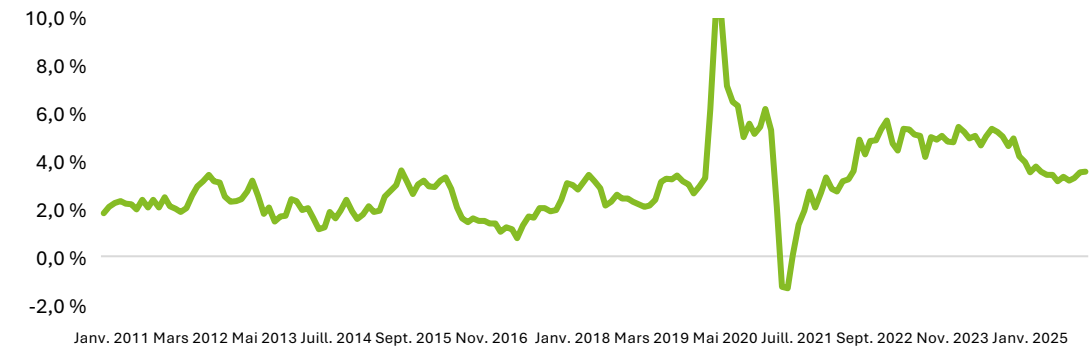
Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,1 % en 2025, malgré la faiblesse des conditions du marché du travail. Cependant, cette vigueur s'est largement manifestée en début d'année, et les dépenses réelles ont fléchi au troisième trimestre, une situation qui se présente rarement en dehors des périodes de récession. Pour l'avenir, plusieurs éléments pèseront sur les dépenses des ménages. La croissance dépend de deux facteurs : les dépenses par personne et la croissance de la population. Les changements en matière d'immigration devraient entraîner une croissance démographique légèrement négative cette année et réduire la demande globale. Les dépenses par habitant seront faibles également, car elles seront soumises aux pressions exercées par la faiblesse des marchés du travail et la baisse de confiance.

L'un des points positifs est le marché de l'habitation. En effet, des initiatives fédérales et provinciales visant à accélérer la construction résidentielle devraient augmenter le nombre de mises en chantier par rapport à l'an dernier. Après plusieurs années de morosité, le marché de la revente devrait aussi gagner du terrain maintenant que le cycle d'assouplissement de la Banque du Canada a pris fin.

1. CBC News, [Northern Ontario steel mill issues layoff notices to 1,000 workers](#), 1^{er} décembre 2025.

La croissance des salaires a ralenti en raison du ralentissement des marchés du travail

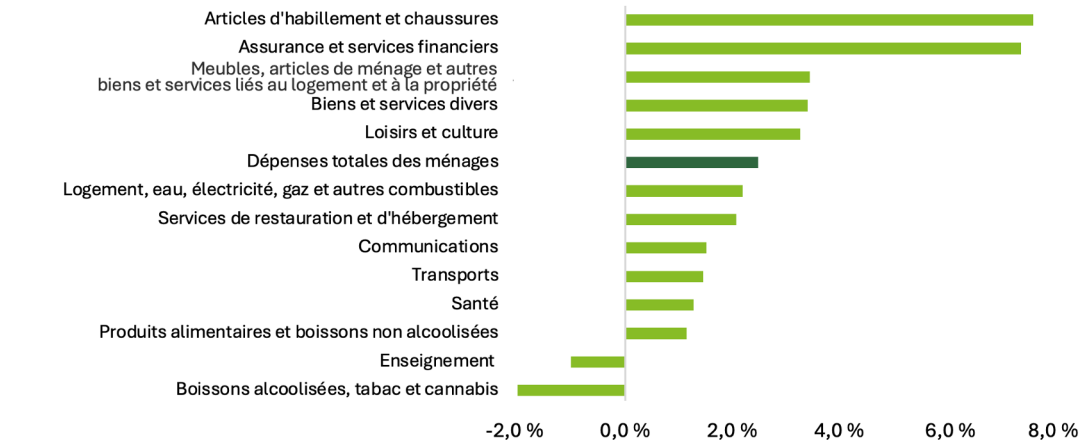
Croissance des salaires horaires moyens sur 12 mois



Source : Statistique Canada. [Tableau 14-10-0320-01 Heures habituelles et salaires moyens selon certaines caractéristiques, données mensuelles non désaisonnalisées, 5 derniers mois \(x 1 000\)](#)

Les consommateurs dépensent davantage en articles d'habillement et chaussures, meubles et loisirs

Croissance depuis le début de l'année jusqu'au troisième trimestre, en dollars réels de 2017



Source : Statistique Canada. [Tableau 36-10-0107-01 Dépenses de consommation finale des ménages, trimestriel, Canada \(x 1 000 000\)](#)

Perspectives économiques

Commerce et investissements des entreprises

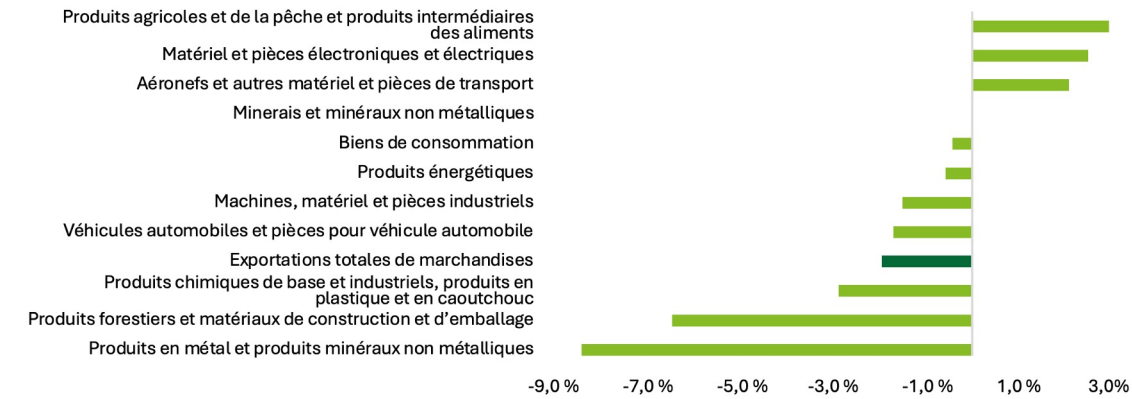
Le secteur commercial du Canada demeure sous pression à la suite d'un recul des exportations sans précédent de 25,1 % au deuxième trimestre. S'il y a eu une hausse modeste de 0,7 % au troisième trimestre, la reprise a été inégale. Les secteurs directement ciblés par la politique commerciale des États-Unis, comme ceux de l'acier, de l'aluminium et de l'automobile, continuent d'éprouver des difficultés. En revanche, les secteurs qui profitent des exceptions en vertu de l'ACEUM ont acquis un avantage concurrentiel sur le marché américain et ont surpassé les exportateurs d'autres pays qui ne jouissent pas des mêmes avantages commerciaux. Du côté des importations, on s'attend à ce que les activités demeurent modestes, tandis que de nouvelles mesures fédérales resserrent l'accès à l'acier, aux produits dérivés de l'acier et au bois d'œuvre étrangers, ce qui redirigera la demande vers la production intérieure¹. À cela s'ajoute une faible demande intérieure, qui vient plomber l'ensemble des échanges commerciaux.

Cela dit, pour que ces avantages se traduisent en croissance à long terme, les entreprises doivent avoir l'assurance que les dispositions de l'ACEUM perdureront. Malheureusement, l'incertitude persistera en 2026, alors que le gouvernement américain se penche sur sa participation à l'accord. On s'attend à plus de clarté à cet égard en juillet suivant cet examen, qui pourrait marquer un tournant pour les décisions d'investissement. Avec des indications claires du gouvernement fédéral visant à soutenir l'investissement du secteur privé, en particulier dans les infrastructures et les ressources naturelles, les conditions semblent réunies pour un rebond possible de l'investissement des entreprises d'ici la fin de l'année. Le Bureau des grands projets a déjà annoncé deux séries de projets; il s'agit d'une étape encourageante, mais la véritable épreuve sera de mener à bien ces initiatives jusqu'aux décisions d'investissement.

Les projets d'infrastructure énergétique mettent en lumière l'ampleur des investissements potentiels. D'ici le début de 2027, le débit de l'oléoduc Trans Mountain pourrait être augmenté de 5 à 10 % grâce à l'utilisation d'agents réducteurs de frottement à un coût minime, suivie d'une mise à niveau de plusieurs milliards de dollars des postes de pompage qui pourrait ajouter de 200 000 à 300 000 barils par jour, soit une hausse de 20 à 30 % par rapport à la capacité actuelle. De même, Enbridge a approuvé l'expansion de deux oléoducs, ajoutant ainsi 250 000 barils de capacité par jour d'ici 2027, ce qui pourrait être doublé dans le cadre d'une éventuelle deuxième phase d'ici 2028. L'élimination du plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier aidera également ce secteur à avoir confiance dans les investissements destinés à accroître la production.

Les exportations de métaux et produits forestiers ont été les plus durement touchées par les droits de douane

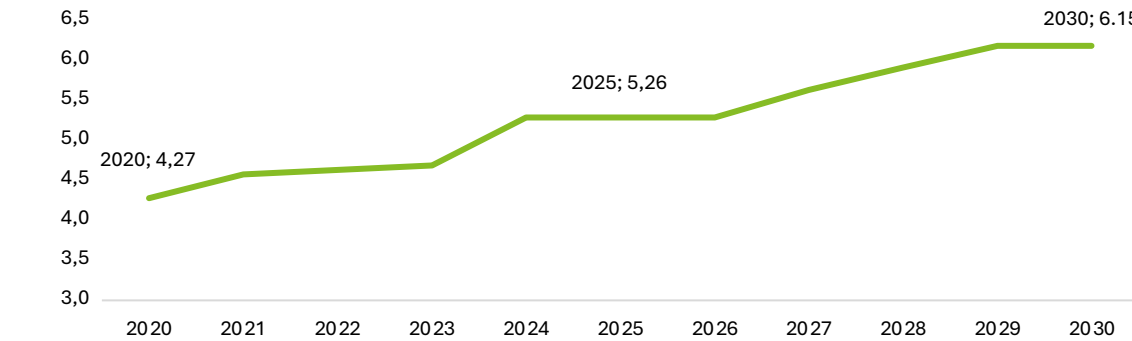
Croissance des exportations depuis le début de l'année jusqu'au troisième trimestre, en dollars réels de 2017



Source : Statistique Canada. [Tableau 12-10-0167-01 Commerce international de marchandises par classification des produits, dollars enchainés 2017, trimestriel \(x 1 000 000\)](#)

La capacité d'exportation des oléoducs pourrait croître de 44 % entre 2020 et 2030

Capacité totale d'exportation des oléoducs canadiens, en Mb/j



Source : Régie de l'énergie du Canada. [Aperçu du marché : Capacité des oléoducs au Canada en 2024](#). Régie de l'énergie du Canada, 8 mai 2024 et Kyle Bakx. [How 4 different expansions are planned for Canada's largest oil export pipeline system](#). CBC News, 15 novembre 2025.

1. Gouvernement du Canada, [Le premier ministre annonce de nouvelles mesures pour protéger et transformer les industries canadiennes de l'acier et du bois d'œuvre](#), 26 novembre 2025.

Perspectives économiques

Perspectives provinciales

- La croissance du PIB de **Terre-Neuve-et-Labrador** devrait diminuer à 2,0 % en 2026, alors que l’incertitude commerciale, le recul des mises en chantier et la baisse des prix du pétrole freinent son élan. Les activités pétrolières et minières continuent de stimuler la croissance, alors que la dépendance limitée envers les exportations et un virage vers les marchés européens devraient atténuer les effets des droits de douane. Du côté positif, de nouveaux projets, tels que le projet de forage en mer West White Rose, devraient intensifier la production d’ici le milieu de 2026, créant des emplois permanents et contribuant favorablement au PIB¹.
- À **l’Île-du-Prince-Édouard**, la croissance économique devrait ralentir à 1,5 % en 2026. La décélération reflète la faible augmentation de la population, la diminution des dépenses de consommation et l’incertitude commerciale. Malgré ces vents contraires, plusieurs facteurs continuent de favoriser la croissance. La construction demeure un contributeur important, soutenu par de grands investissements résidentiels et des projets à grande échelle, comme l’usine de traitement des déchets de Charlottetown, qui devraient créer des emplois dans des secteurs ciblés².
- En **Nouvelle-Écosse**, on s’attend à ce que la croissance ralentisse à 1,6 % en 2026 en raison des droits de douane et du recul de la croissance démographique. Les gains demeurent positifs grâce à la solidité du marché de l’habitation et du fonds de secours fédéral de 80 millions de dollars destiné aux entreprises touchées par les droits de douane au Canada atlantique³. Par contre, l’automne dernier, la Nouvelle-Écosse prévoyait un déficit budgétaire record de 1,2 milliard de dollars et, par conséquent, a demandé aux ministères de pourvoir un seul poste pour chaque deux ETP vacants, limitant ainsi la croissance en 2026⁴. À plus long terme, de grands projets de construction, tels que le projet de méthanol et de carburant d’aviation durable (CAD) de 4 à 6 milliards de dollars de Nova Sustainable Fuels, devraient contribuer à stimuler la croissance⁵.
- Au **Nouveau-Brunswick**, l’activité économique devrait ralentir, reflétant en grande partie la réduction du nombre de travailleurs étrangers temporaires et, surtout, les droits de douane de 45 % imposés par les États-Unis sur le bois d’œuvre, qui a amené une usine du Maine à mettre fin à ses achats de bois de construction auprès du Nouveau-Brunswick⁶. Sur une note positive, la mine Sisson s’est ajoutée à la série de projets qui seront soumis à l’examen du Bureau des grands projets, puisqu’elle pourrait produire d’importants minéraux critiques comme le tungstène et le molybdène⁷. On s’attend à ce que la croissance économique demeure inférieure à la moyenne nationale, et qu’elle atteigne 1,1 % en 2025 et 1,4 % en 2026.

1. Cenovus, [Cenovus announces 2026 capital budget and corporate guidance](#), 11 décembre 2025.

2. Enwave, [Enwave Breaks Ground on New Energy-from-Waste District Energy Heating Facility in Prince Edward Island, A Localized Solution for Waste Diversion in the Province](#), 10 septembre 2025.

3. Radio Canada International, [Carney announces \\$80M tariff-relief fund for Atlantic Canadian businesses](#), 8 septembre 2025.

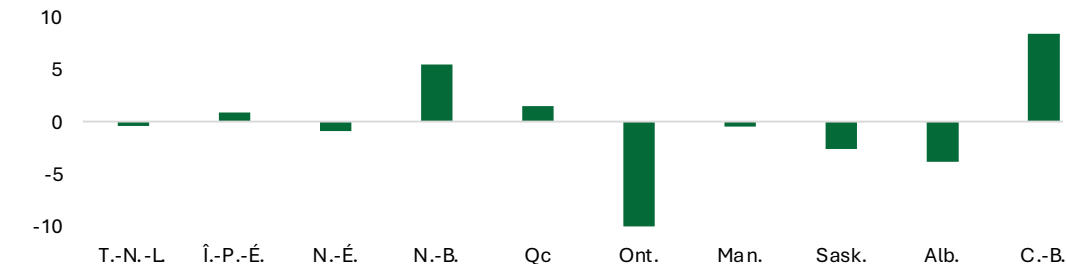
4. Michael Gorman, [New N.S. government hiring directive says only 1 of every 2 vacancies can be filled](#), CBC News, 10 novembre 2025.

5. Taryn Grant, [Public comment opens for renewable energy megaproject on Eastern Shore](#), CBC News, 29 octobre 2025.

6. Aidan Cox, [Shockwaves felt in N.B. forestry sector as Maine mill halts Canadian imports](#), CBC News, 26 novembre 2025.

Variation de l’emploi dans le secteur de la fabrication, par province

De janvier à novembre 2025 par rapport à janvier à novembre 2024, en milliers



Source : Statistique Canada. [Tableau 14-10-0355-01 Emploi selon l'industrie, données mensuelles désaisonnalisées et non désaisonnalisées, et tendance-cycle, 5 derniers mois.](#)

- La croissance du PIB devrait ralentir à 1,0 % en 2025 au **Québec**, où les droits de douane américains sur l’aluminium représentent une grande menace pour le rendement économique. Pour contrer les répercussions de ces droits de douane, la province s’est engagée à verser une somme de 400,6 millions de dollars aux secteurs touchés⁸. De grands projets, tels que le prolongement de la ligne bleue du métro de Montréal à un coût de 7,58 milliards de dollars et la réfection de 2,80 milliards de dollars du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine, devraient assurer une croissance positive à long terme⁹. Québec a aussi déposé le projet de loi 5 afin d’accélérer l’octroi de permis pour de futurs grands projets¹⁰. Cependant, la population du Québec devrait diminuer en 2027 et 2028, limitant la croissance à long terme.
- En **Ontario**, les perspectives demeurent modestes, alors que la province devrait afficher son rendement le plus faible en 2025 et 2026. Les récents droits de douane américains devraient toucher l’Ontario le plus durement compte tenu de sa dépendance sur les exportations de fer, d’acier et de véhicules automobiles vers les États-Unis. Ces pressions sont particulièrement fortes dans le secteur de la fabrication. De plus, la province est aux prises avec des difficultés attribuables à la faiblesse du marché de l’habitation. En 2025, les mises en chantier ont fléchi de 18,4 %, soit le recul le plus marqué au pays. Et l’annonce par Algoma Steel de 1 000 mises à pied en mars 2026 souligne les problèmes qu’éprouve la province¹¹. Globalement, le PIB de l’Ontario devrait augmenter de 1,2 % en 2026, après une faible hausse de 0,9 % en 2025.

7. Joseph Quesnel, « [Sisson mine offers equity to First Nations amid delays - Canadian Mining Journal](#) », Canadian Mining Journal, 1^{er} décembre 2025.

8. Gouvernement du Québec, [Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2025](#), novembre 2025.

9. Gouvernement du Québec, [Tableau de bord des projets d'infrastructure](#), 2025.

10. Thomas Laberge, [Quebec tables bill to speed up permits for major projects](#), CBC News, 9 décembre 2025.

11. CBC News, [Northern Ontario steel mill issues layoff notices to 1,000 workers](#), 1^{er} décembre 2025.

Perspectives économiques

Perspectives provinciales

- Le PIB du **Manitoba** devrait avoir augmenté de 1,1 % en 2025. Les pressions inflationnistes demeurent élevées, et l’IPC a augmenté de 3 % en octobre. Alors que les dépenses des ménages se sont maintenues l’an dernier, la hausse du taux de chômage est susceptible de peser sur les dépenses cette année. Outre les droits de douane américains, le secteur agricole de la province fait face à des risques importants découlant des droits de douane imposés par la Chine sur le canola. En fait, les exportations de canola du Manitoba vers la Chine totalisaient 650 millions de dollars en 2024. Les répercussions de l’incertitude commerciale se font également sentir dans l’ensemble de l’économie du Manitoba. Le secteur du camionnage, par exemple, est aux prises avec un ralentissement de l’embauche et une baisse de la formation des chauffeurs attribuables au recul des activités d’exportation¹. On s’attend à ce que le PIB atteigne 1,4 % en 2026, grâce à d’importants investissements dans les infrastructures publiques et de nouvelles mesures visant à stimuler le commerce interprovincial.
- En **Saskatchewan**, le marché du travail demeure vigoureux, affichant une croissance de l’emploi de 2,5 % depuis le début de l’année, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale. Les activités de construction ont aussi contribué fortement à cette croissance, alors que les mises en chantier ont grimpé de 50,8 % au cours des 10 premiers mois de 2025, en tête de toutes les provinces. L’incertitude commerciale demeure au cœur des préoccupations, car la Saskatchewan représentait près de 54 % des exportations de canola canadien en 2024. Si les droits de douane chinois sont défavorables, la réouverture du marché du Pakistan après une interdiction de trois ans a des effets positifs pour les exportateurs de canola². Le secteur minier continue de sous-tendre la croissance, l’investissement estimé s’établissant à plus de 7 milliards de dollars en 2025³. Le projet de mine de potasse de BHP à Jansen viendra aussi accroître la production, soutenant ainsi les projections de croissance de 2,1 % en Saskatchewan cette année.
- En **Alberta**, la croissance du PIB devrait ralentir quelque peu à 2,1 % en 2026, alors que l’incertitude commerciale, le recul des dépenses de consommation et la baisse des prix du pétrole freinent son élan. L’incertitude économique continue de retarder les investissements des entreprises dans de grands projets comme l’usine pétrochimique Path2Zero de Dow⁴. Malgré ces obstacles, la capacité disponible de l’oléoduc Trans Mountain et la diversification des exportations favorisent la croissance, alors que les destinations autres que les États-Unis représentent actuellement 48 % des flux de l’oléoduc⁵. La croissance de l’emploi s’est accélérée en novembre 2025, réduisant le taux de chômage à 6,5 %. L’intensification des activités dans les secteurs de la construction, des services et des énergies renouvelables vient soutenir davantage l’économie de l’Alberta.

1. Christopher Gareau, [Tariffs putting brakes on Manitoba trucking hires](#), CBC News, 10 décembre 2025.
2. Sean Pratt, [Pakistan reopens its doors to Canadian canola](#), SaskToday, 10 novembre 2025.
3. Gouvernement de la Saskatchewan, [Saskatchewan Poised to Make Canada an Energy and Mining Superpower](#), 16 juillet 2025.
4. Gouvernement de l’Alberta, [Dow Fort Saskatchewan Path2Zero expansion](#).
5. Gouvernement du Canada, [Le pipeline Trans Mountain est en activité](#), 26 août 2025.

PIB réel aux prix de base par province

	2024	2025-P	2026-P
Terre-Neuve-et-Labrador	2,6 %	2,3 %	2,0 %
Île-du-Prince-Édouard	3,9 %	1,7 %	1,5 %
Nouvelle-Écosse	3,0 %	1,7 %	1,6 %
Nouveau-Brunswick	2,6 %	1,1 %	1,4 %
Québec	1,7 %	1,0 %	1,3 %
Ontario	1,7 %	0,9 %	1,2 %
Manitoba	1,5 %	1,1 %	1,4 %
Saskatchewan	3,1 %	2,1 %	2,1 %
Alberta	3,0 %	2,2 %	2,1 %
Colombie-Britannique	1,2 %	1,4 %	1,6 %

Sources : Statistique Canada. [Tableau 36-10-0711-01 Produit intérieur brut \(PIB\) aux prix de base, par industries, provinces et territoires \(x 1 000 000\)](#); Deloitte. P = prévision.

- En **Colombie-Britannique**, la croissance économique devrait rester faible cette année par rapport aux provinces des Prairies, alors que l’élan positif sur le plan des grands projets est contrebalancé par la faiblesse du secteur forestier. La province aura du mal à résister aux droits de douane de 45 % imposés à cet important secteur. Par exemple, en septembre, Interfor annonçait une diminution de ses activités en Amérique du Nord, mais en octobre, l’entreprise a décidé de cesser indéfiniment ses activités à Grand Forks, en Colombie-Britannique⁶. Globalement, tandis que la province tente d’obtenir une aide fédérale accrue pour le secteur forestier, nous prévoyons une croissance économique de 1,6 % en 2026. Des gains seront rendus possibles grâce à l’ajout de deux autres projets à la liste des projets accélérés du fédéral, notamment la ligne de transport d’électricité de la Côte-Nord et le projet Ksi Lisims LNG⁷.

6. Courtney Dickson, [B.C. premier demands federal support for forestry workers amid new U.S. tariffs on lumber, some wood products | CBC News](#), CBC News, 14 octobre 2025.
7. The Canadian Press, [Major projects list: B.C. power line and Ksi Lisims LNG added](#), CTV News, 13 novembre 2025.

Perspectives économiques

Risques et principaux points à retenir

Cette année devrait aussi être marquée par la résilience, alors qu’un éventail de facteurs convergent pour redéfinir l’économie canadienne. En ce début de nouvelle année, nous surveillons de près les aspects importants suivants et leur incidence potentielle.

Ralentissement de la croissance démographique. Ces quatre dernières années, l’économie du Canada a profité d’une forte croissance démographique, mais on s’attend à ce que cette tendance soit inversée au cours des prochaines années.

Politique douanière. Les États-Unis demeurent le plus important partenaire commercial du Canada, qui s’adonnent pratiquement à un libre échange depuis 1989. Mais aujourd’hui, le Canada subit les conséquences d’une guerre commerciale avec les États-Unis, ce qui limite l’accès au marché pour des produits clés et crée une grande incertitude pour les entreprises dont le modèle d’affaires repose sur un accès libre de droits de douane au marché américain.

Achat de produits canadiens. Plus tôt cette année, les ménages ont adopté la consigne « Achetez canadien », ce qui a orienté les dépenses vers les produits et services nationaux, tels que les aliments cultivés localement et les vacances au Canada. Aujourd’hui, le gouvernement fédéral emboîte le pas avec de nouvelles mesures, notamment la politique d’achats canadiens, qui accorde la priorité aux matériaux canadiens dans le cadre des contrats fédéraux d’une valeur supérieure à 25 millions de dollars¹.

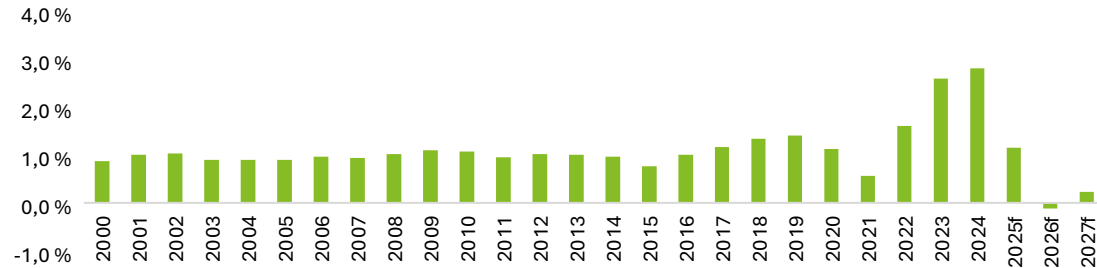
Diversification commerciale. Le gouvernement recherche activement de nouveaux marchés pour les produits canadiens et a entrepris des négociations commerciales avec les Émirats arabes unis, les Philippines et la Thaïlande. Le Canada a également convenu avec l’Inde de lancer des pourparlers exhaustifs sur le libre-échange et a obtenu un engagement d’investissement de 70 milliards de dollars au Canada de la part des Émirats arabes unis².

Productivité. Au cours de la dernière année, il est devenu de plus en plus évident que le Canada doit prendre des mesures audacieuses pour améliorer la productivité. De l’amortissement accéléré et de l’adoption de l’IA à l’élargissement des débouchés commerciaux, de nombreuses mesures prometteuses sont envisagées. Cette année, le Canada pourrait prendre un virage et se positionner en vue d’une croissance économique solide et durable.

1. Gouvernement du Canada. [Le premier ministre Carney annonce de nouvelles mesures pour protéger et transformer les industries de l’acier et du bois d’œuvre du Canada](#). Dernière modification le 26 novembre 2025.
2. Ibid.

La croissance démographique du Canada devrait grandement ralentir

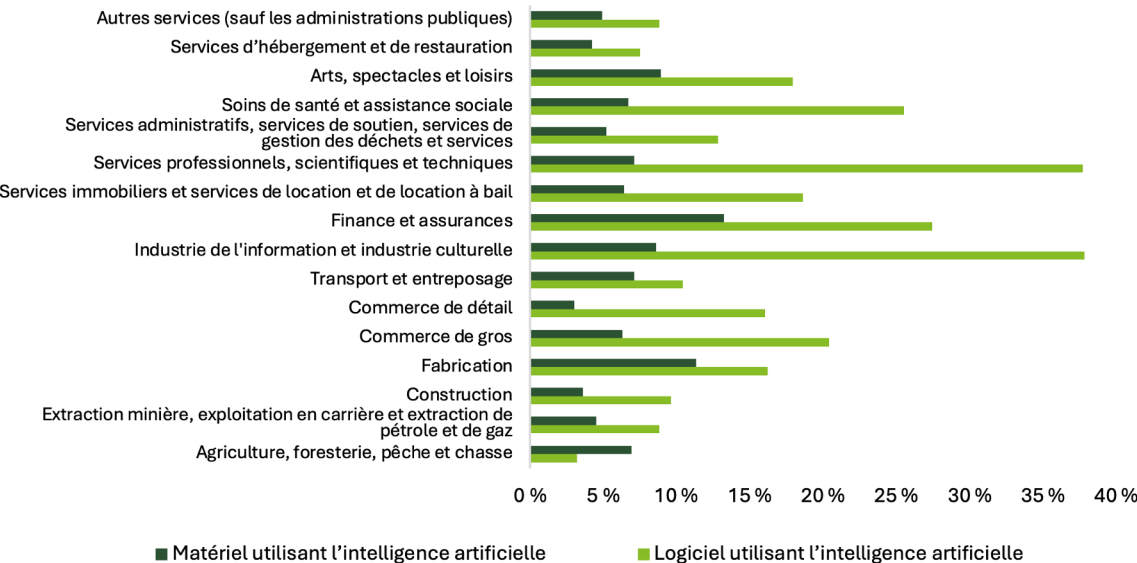
Variation en pourcentage



Source : Statistique Canada. [Tableau 17-10-0009-01 Estimations de la population, trimestrielles](#); prévisions de Deloitte.

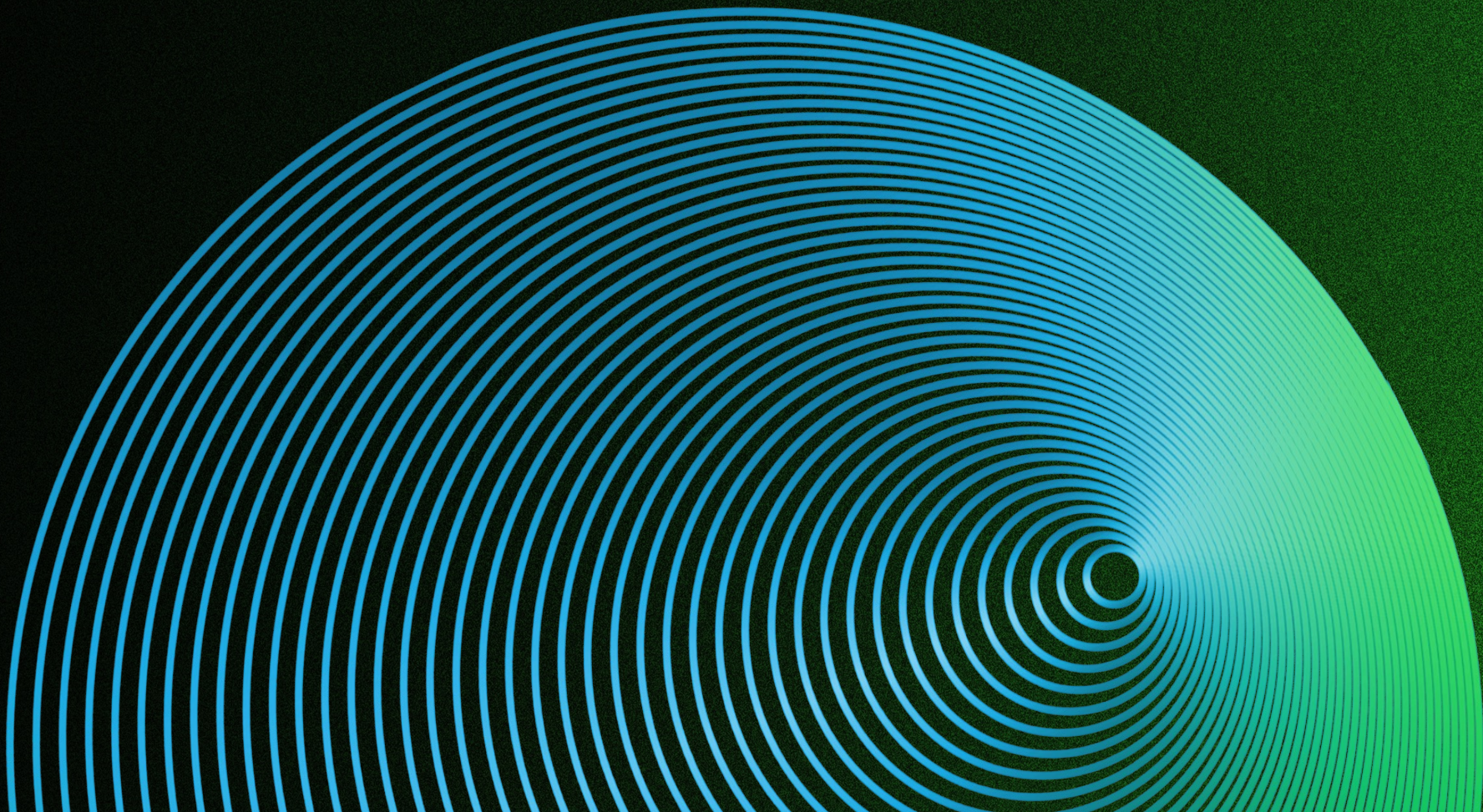
Il y a des possibilités de croissance de l’adoption de l’IA et des investissements en IA dans l’ensemble des entreprises canadiennes

Pourcentage des entreprises qui prévoient adopter ou intégrer l’IA au cours des 12 prochains mois



Enquête canadienne sur la situation des entreprises, deuxième trimestre de 2025 (Tableau 33-10-1000-01)

Tableaux des prévisions



PIB par catégorie de dépenses

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
PIB du Canada	2,9	3,3	3,3	2,8	2,2	-1,8	2,6	0,9	1,4	1,9	2,5	2,1		2,0	1,7	1,5
Consommation des ménages	2,0	1,5	4,7	2,6	0,8	4,2	-0,4	0,8	1,2	1,4	2,2	2,2		2,2	2,1	1,3
Consommation du secteur à but non lucratif	0,2	0,6	1,8	2,1	1,6	1,2	2,4	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0		2,3	1,6	1,1
Consommation des administrations publiques	6,3	4,6	5,1	2,4	0,5	4,8	-1,7	0,6	0,9	1,0	1,0	1,1		3,8	2,2	0,8
Investissement total	1,4	5,4	-2,3	10,2	-5,1	0,9	2,3	-0,1	1,9	3,2	3,7	3,6		0,7	1,0	2,1
Investissements publics	10,7	5,3	2,2	8,0	-4,8	6,2	12,2	2,9	4,0	5,1	4,8	4,0		6,1	3,6	5,2
Investissements des entreprises	-0,5	5,3	-3,4	10,7	-5,0	-0,3	0,2	-0,8	1,4	2,8	3,4	3,5		-0,5	0,4	1,4
Investissements résidentiels	-5,3	-4,3	7,6	14,9	-11,6	4,4	6,7	1,3	2,7	5,2	5,4	5,1		-0,2	1,9	4,0
• Résidentiel – rénovations	-18,8	-9,7	5,5	8,5	2,6	-3,1	5,0	2,0	2,6	4,0	4,6	4,1		-5,3	2,4	3,0
• Résidentiel – coûts de transfert de propriété	26,9	-1,5	26,6	51,2	-50,7	4,4	41,6	1,7	3,1	8,4	8,6	8,4		5,1	-1,9	9,0
• Résidentiel – logements neufs	-5,3	-1,5	2,2	6,1	1,3	10,1	-3,1	0,6	2,7	4,8	4,8	4,4		1,5	3,1	2,8
Investissements non résidentiels	3,0	12,6	-10,2	7,9	-0,3	-3,1	-4,0	-2,1	0,6	1,3	2,2	2,5		-0,7	-0,5	-0,3
• Ouvrages de génie civil	2,1	13,8	-4,9	1,2	-3,5	16,0	1,0	-1,2	1,6	1,9	3,0	3,0		-3,0	2,4	2,1
• Bâtiments non résidentiels	2,4	-0,3	5,2	7,7	-3,0	-13,1	-6,0	-2,0	-0,5	0,2	0,8	0,9		1,7	-2,2	-2,0
• Machines et matériel	2,1	24,2	-29,9	23,2	3,0	-19,1	-10,5	-3,2	0,2	1,3	2,2	3,1		-1,0	-3,9	-2,6
• Propriété intellectuelle	5,7	3,5	4,4	0,5	1,9	-1,7	-2,4	-2,1	0,3	0,9	1,8	1,9		2,2	0,6	-0,2
Exportations totales	-2,2	-1,0	-0,6	9,3	2,8	-25,1	0,7	6,6	2,9	3,1	3,0	2,9		0,9	-2,6	1,3
• Exportations – marchandises	-2,4	-0,2	-0,6	10,1	6,2	-30,7	0,7	8,3	3,2	3,2	3,1	3,0		0,3	-3,0	1,2
• Exportations – services	-1,3	-3,7	-0,8	6,4	-8,1	-3,1	0,8	1,5	2,0	2,9	2,5	2,9		3,0	-1,7	1,7
Importations	-2,3	2,1	-2,3	0,4	2,9	-0,4	-8,6	1,2	1,6	1,7	1,6	2,2		0,7	-0,5	0,1
• Importations – marchandises	-1,8	5,9	-4,5	2,9	6,3	-4,1	-10,6	0,6	1,1	1,5	1,7	2,1		0,1	-0,3	-0,7
• Importations – services	-3,8	-10,1	5,3	-7,4	-8,3	13,6	-1,8	3,4	3,1	2,6	1,4	2,6		2,8	-1,2	2,8
Stocks	1 086	6 530	(3 392)	(23 840)	16 686	22 365	(3 951)	(5 997)	(1 619)	(980)	(366)	(1 686)		(4 377)	12 042	(3 840)
PIB des États-Unis	0,8	3,6	3,3	1,9	-0,6	3,8	3,2	1,0	1,7	1,7	2,0	2,1		2,8	2,0	1,9

Remarque : Sauf indication contraire, tous les chiffres sont présentés sous forme de variation en pourcentage annualisée; les données sont fondées sur des dollars enchaînés réels désaisonnalisés de 2017; P = prévisions.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 10 décembre 2025.

Principaux indicateurs

Principaux indicateurs macroéconomiques

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux d'activité (%)	65,6	65,6	65,3	65,3	65,3	65,3	65,2	65,2	65,3	65,3	65,4	65,4		65,5	65,3	65,4
Changement d'emploi (en milliers)	84,7	105,1	40,0	97,2	141,1	19,6	-6,0	88,3	36,3	33,6	53,8	52,2		381,9	294,1	169,6
Taux de chômage (%)	5,9	6,3	6,6	6,7	6,6	6,9	7,0	6,7	6,4	6,4	6,2	6,1		6,4	6,8	6,3
Taux d'épargne des ménages (%)	3,5	5,0	5,9	5,5	5,2	4,6	4,7	6,8	6,8	6,9	6,8	6,6		5,0	5,3	6,8
Mises en chantier (en milliers, désaisonnalisé aux taux annuels)	249,0	245,1	238,4	244,7	231,1	276,6	274,4	265,1	267,6	274,1	280,6	286,1		244,3	261,8	277,1
Indice des prix à la consommation (variations en pourcentage sur 12 mois)	2,9	2,8	2,1	1,9	2,3	1,8	2,0	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0		2,4	2,0	2,0

Principaux indicateurs des marchés des capitaux

	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4-P 2025	T1-P 2026	T2-P 2026	T3-P 2026	T4-P 2026		2024	2025-P	2026-P
Taux du financement à un jour	5,01	4,92	4,43	3,60	3,00	2,75	2,50	2,25	2,25	2,25	2,25	2,25		3,60	2,25	2,25
Bons du Trésor à 90 jours	4,96	4,79	4,20	3,36	2,79	2,65	2,59	2,38	2,41	2,43	2,45	2,47		3,36	2,38	2,47
Bons du Trésor à 1 an	4,78	4,62	3,71	3,22	2,75	2,59	2,61	2,50	2,56	2,60	2,63	2,64		3,22	2,50	2,64
Obligations d'État à 2 ans	4,11	4,21	3,23	3,11	2,68	2,58	2,64	2,42	2,33	2,42	2,57	2,67		3,11	2,42	2,67
Obligations d'État à 3 ans	3,86	4,07	3,13	3,07	2,67	2,60	2,65	2,59	2,55	2,67	2,90	2,98		3,07	2,59	2,98
Obligations d'État à 5 ans	3,51	3,71	2,95	3,06	2,78	2,81	2,91	2,68	2,58	2,73	2,92	3,02		3,06	2,68	3,02
Obligations d'État à 10 ans	3,44	3,67	3,09	3,26	3,09	3,21	3,38	3,23	3,23	3,33	3,37	3,42		3,26	3,23	3,42
Écart de 90 jours sur 10 ans	1,53	1,12	1,11	0,10	-0,30	-0,56	-0,79	-0,85	-0,82	-0,89	-0,92	-0,95		0,10	-0,85	-0,95
Écart de 2 ans sur 10 ans	0,67	0,54	0,14	-0,15	-0,41	-0,63	-0,73	-0,80	-0,90	-0,90	-0,80	-0,76		-0,15	-0,80	-0,76
Taux de change \$ CA/\$ US	0,741	0,731	0,733	0,715	0,697	0,723	0,726	0,728	0,732	0,735	0,741	0,743		0,730	0,718	0,738

Remarque : P = prévisions. Le taux de financement à un jour représente celui de la fin de la période. Tous les autres indicateurs de valeurs trimestrielles représentent les moyennes trimestrielles. Les chiffres annuels reflètent ceux de la fin de la période au T4.
Sources : Statistique Canada; Banque du Canada. Prévisions des Services-conseils en économie de Deloitte, au 10 décembre 2025.

Collaborateurs

Services-conseils en économie

Grâce à des chefs de file en macroéconomie, en microéconomie, en analyse des politiques et de la réglementation, en développement économique, ainsi qu'en analyse et en modélisation, les professionnels des Services-conseils en économie de Deloitte possèdent les connaissances et l'expérience nécessaires pour s'attaquer à certains des enjeux stratégiques et commerciaux actuels les plus complexes et les plus difficiles. Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur nos services, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante :

economicadvisorynews@deloitte.ca



Dawn Desjardins
Économiste en chef



Matthew Stewart
Associé



Alicia Macdonald
Directrice de service



Robyn Gibbard
Directeur principal



Anna Feng
Directrice



Mikayla Schoel
Directrice



**Gabrielle Carelli
Yamamoto**
Directrice



Pablo Alegria
Conseiller principal



Zach Gaskin
Conseiller principal



Tomi Ibrahim
Conseillère principale



Madison MacKinnon
Conseillère principale



Momanyi Mokaya
Conseiller principal



Dhruv Deshpande
Conseiller principal

Avis de non-responsabilité

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n’y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Elle ne remplace pas les services ou conseils professionnels, et ne devrait pas être utilisée pour prendre des décisions ou des mesures susceptibles d’avoir une incidence sur votre entreprise. Avant de prendre de telles décisions ou mesures, vous devriez consulter un conseiller professionnel compétent. Deloitte n’est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu’elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte Canada

Chez Deloitte, notre raison d’être est d’avoir une influence marquante. Nous existons pour inspirer et aider nos gens, nos organisations, nos collectivités et nos pays à prospérer en créant un avenir meilleur. Notre travail soutient une société prospère où les gens peuvent s’épanouir et saisir des occasions. Il renforce la confiance des consommateurs et des entreprises, aide les organisations à trouver des moyens créatifs de déployer des capitaux, habilite des institutions sociales et économiques justes, fiables et efficaces, et permet à nos amis, à nos familles et à nos collectivités de profiter de la qualité de vie qui accompagne un avenir durable. Étant le plus grand cabinet de services professionnels détenu et exploité à 100 % par des Canadiens dans notre pays, nous sommes fiers de travailler aux côtés de nos clients pour avoir une influence positive sur tous les Canadiens.

Deloitte offre des services de premier plan dans les domaines de la consultation, de la fiscalité et des services juridiques, des conseils financiers, de l’audit et de la certification ainsi que des conseils en gestion des risques à près de 90 % des sociétés du palmarès Fortune Global 500^{MD} et à des milliers de sociétés fermées. Nous réunissons des compétences, des perspectives et des services de classe mondiale pour aborder les enjeux d’affaires les plus complexes de nos clients. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l’Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour obtenir une description détaillée de la structure juridique de Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de ses filiales, veuillez consulter www.deloitte.com/ca/apropos/.

Pour en apprendre plus sur Deloitte Canada, veuillez nous suivre sur [LinkedIn](#), [X](#), [Instagram](#) ou [Facebook](#).